

## NOTE DE RECHERCHE

# LA REVANCHE DE TROIS PETITES NATIONS

N° 4 : L'INDÉPENDANCE DES  
PAYS BALTES

**PAR CHARLES-PHILIPPE COURTOIS**

Historien et professeur au  
Collège militaire royal de Saint-Jean

OCTOBRE 2013

En partenariat avec

# TABLE DES MATIÈRES

---

Introduction ..... 2

1. Des origines et à la première indépendance ..... 3

2. Les indépendants de 1918-1920 ..... 8

3. L’Occupation soviétique, 1940-1991 ..... 14

4. La révolution chantante 1987-1991 ..... 19

Conclusion ..... 31

Bibliographie ..... 33

Sites internet ..... 34

# INTRODUCTION

**L'**expression « les pays baltes » rassemble trois pays : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, à qui leur histoire récente donne une certaine communauté de destinée. En effet, passées sous contrôle russe au XVIII<sup>e</sup> siècle, disputées par l'Allemagne et la Russie durant la Première Guerre mondiale, les républiques baltes obtinrent toutes trois leur indépendance au terme d'une guerre qui dura de 1918 à 1920 pour la perdre avec la Deuxième Guerre mondiale. Partagées entre Moscou et Berlin dans le pacte germano-soviétique de 1939, elles seront annexées par l'Union soviétique à partir de 1940.

L'occupation soviétique fut brutale et sanglante. On dit souvent que pour les Baltes, la Seconde Guerre mondiale ne prit fin qu'en 1991. Au moment où l'URSS allait se dissoudre, mais avant son éclatement officiel, les trois pays baltes imposèrent ensemble leur indépendance entre 1989 et 1991, qu'ils présentèrent comme un rétablissement de la légalité bafouée depuis 1940. Après 1991, les trois républiques baltes suivirent un même parcours d'adhésion à l'OTAN puis à l'Union européenne en 2004.

Les trois pays font bonne figure aujourd'hui dans les classements selon l'indice de développement humain, même si la crise de 2008, qui a frappé particulièrement fort en Europe, ne les a pas épargnés, ni non plus la baisse de

population commune à tous les peuples de l'ancien bloc soviétique depuis 1991. Elles ont hérité en commun une difficulté majeure résultant de l'occupation soviétique : la politique de russification de l'empire avait laissé sur place de fortes minorités russophones peu ou pas intégrées sur le plan linguistique.

La Lituanie compte aujourd'hui 3,3 millions d'habitants, la Lettonie 2,1 et l'Estonie 1,3<sup>1</sup>; leurs capitales respectives sont Vilnius, Riga et Tallinn. La Lituanie compte des minorités de citoyens russophones et polonais importantes (environ 8 % et 7 %, pour 84 % de Litvaniens<sup>2</sup>), tandis qu'en Lettonie et en Estonie, le nombre de résidents russophones atteint respectivement 34 %, pour 52 % parlant letton, et 29 %,

**Soumises à l'impérialisme des géants allemand et russe, puis écrasées par l'action concertée des deux machines meurtrières les plus effroyables du XX<sup>e</sup> siècle, les totalitarismes nazi et communiste, elles ont su obtenir leur indépendance deux fois.**

contre 68 % parlant estonien<sup>3</sup>. Si la Suède et la Finlande sont très proches par mer, elles sont entourées de territoires slaves orthodoxes à l'Est et à l'Ouest, avec les enclaves russe de Kaliningrad, ex-Koenigsberg, et polonais au Sud. La population russophone est concentrée

<sup>1</sup> Selon le site de l'Union européenne, section présentant les pays membres : <http://europa.eu/about-eu/countries/member-countries/>.

<sup>2</sup> Données de 2011 : portail officiel des statistiques de l'État. [www.osp.stat.gov.lt/pranesimai-spaudai/?articleId=223122](http://www.osp.stat.gov.lt/pranesimai-spaudai/?articleId=223122)

<sup>3</sup> D'après les tableaux de Latvijas Statistika et Estonia Statistics pour 2011 : [www.csb.gov.lv/en](http://www.csb.gov.lv/en) et [www.stat.ee/64629?parent\\_id=39113](http://www.stat.ee/64629?parent_id=39113) (native languages spoken in Estonia).

dans les villes et dans l'est des pays baltes.

Les trois petites nations baltes offrent ainsi un spectacle étonnant. Soumises à l'impérialisme des géants allemand et russe, puis écrasées par l'action concertée des deux machines meurtrières les plus effroyables du XX<sup>e</sup> siècle, les totalitarismes nazi et communiste, elles ont su obtenir leur indépendance deux fois. La seconde grâce à un mouvement

populaire et pacifique en temps de trouble. Leurs indépendances ont été couronnées de succès sur les plans économique et politique, confirmé par leur entrée dans l'Union européenne en 2004. C'est ce triple succès national surprenant que nous allons chercher à comprendre succinctement par un récapitulatif du processus de longue haleine qui amena les nations baltes à imposer, puis récupérer leur indépendance contre toute attente.

# 1. DES ORIGINES ET À LA PREMIÈRE INDÉPENDANCE

**I**l faut toutefois bien distinguer la singularité de chacune de ces nations. L'Estonie parle une langue fennique, qui appartient à la famille finno-ougrienne, aussi dite ouralique. Historiquement colonisée par les chevaliers teutoniques, elle est luthérienne. La Lettonie et la Lituanie parlent des langues sœurs,

La christianisation atteint en effet les trois pays baltes et la Finlande plus tardivement que les autres régions d'Europe. L'isolement géographique de ces régions nordiques, boisées, brumeuses, remplies de marécages et de lacs, y contribua.

mais la Lettonie est surtout luthérienne de tradition alors que la Lituanie, historiquement liée à la Pologne, est catholique.

Le letton et le lituanien sont les deux seuls représentants de la famille linguistique balte, rameau de la famille balto-slave des langues indo-européennes. D'ailleurs, le lituanien est considéré comme l'une des formes

les plus archaïques de cette famille linguistique, plus proche même que le grec ancien, le latin ou le sanskrit de ce que devait être l'indo-européen originel. Le culte païen indo-européen antique est resté vivant plus longtemps dans ces régions que n'importe où en Europe et dans le monde (à l'exception des

Kalashas du nord du Pakistan). La christianisation atteint en effet les trois pays baltes et la Finlande plus tardivement

que les autres régions d'Europe. L'isolement géographique de ces régions nordiques, boisées, brumeuses, remplies de marécages et de lacs, y contribua. Sans doute qu'un certain isolement linguistique est aussi en cause, comparativement aux peuples germaniques ou slaves du pourtour de la mer Baltique<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Rein Taagepera, *Estonia : Return to Independence*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 16.

Le territoire baltique, très peu élevé<sup>5</sup>, très boisé et riche en eau douce, est occupé par l'homme depuis la fin de la dernière glaciation. Archéologues et linguistes avancent diverses théories sur l'ancienneté de l'établissement des populations fenniques et des balto-

slaves, qui remonterait à quatre ou cinq mille ans. Déjà Hérodote dans son Enquête (V<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) et Tacite dans De la Germanie (I<sup>e</sup> siècle apr. J.-C.) mentionnent ces populations, connues alors pour l'exportation de l'ambre.

## De l'évangélisation germanique et polonaise au joug russe

**L**eur entrée dans la période historique, c'est-à-dire leur passage à l'écriture, se fit tardivement, à partir des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles avec l'évangélisation. L'agriculture fut adoptée tardivement par les Baltes du Nord, au début de notre ère, alors que la population

y était encore très faible et que la piraterie en mer baltique demeurait une activité importante. Aux raids vikings répondaient des raids des « Vikings de l'Est » en pays scandinave jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle. À cette époque, au commerce de l'ambre s'ajoutent ceux des fourrures et des esclaves, exportés en masse vers Byzance et les puissances musulmanes. Les Vikings scandinaves ou Varègues empruntent la Daugava, fleuve principal de la région qu'ils traversent la plupart du temps. Elle était organisée en petites chefferies avec une forte hiérarchie sociale entre esclaves, paysans et seigneurs.

La christianisation est le fait des

chevaliers teutoniques et de l'influence polonaise avant tout, même si un missionariat byzantin tenta les premières incursions dès le IX<sup>e</sup> siècle. Le Saint-Empire envoya des missionnaires

**La Lituanie connaît une histoire à part. Des trois pays baltes, elle est la seule à s'être anciennement constituée en État.**

catholiques auprès des Baltes du Sud; les Vieux-Prussiens décapitèrent Saint-Adalbert de Prague en 997. Des marchands de la Hanse dirigèrent les premières entreprises de colonisation au XII<sup>e</sup> siècle. Le pape Célestin III déclara une croisade contre les païens baltes en 1195. Les chevaliers teutoniques, expulsés de Palestine avec l'échec des croisades, se tournèrent vers un nouvel ennemi infidèle.

De longues et souvent cruelles guerres opposèrent les ordres de moines-chevaliers, aidés du roi du Danemark, aux chefferies paysannes baltes, lentement conquises entre le XII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècles. Au Nord, l'Estonie et la Lettonie ont subi une longue domination germanique, que le passage sous contrôle suédois, puis russe, en

<sup>5</sup> Suur Munamägi ou Grosser Eierberg, leur point culminant, atteint 318 m., au sud de l'Estonie.

1721, n'a pas réellement affaiblie, la noblesse allemande restant en place sous les tsars et s'intégrant à celle de l'Empire. L'Estonie et la Lettonie suivirent la même évolution que le nord de l'Allemagne et la Suède lorsqu'elles adoptèrent le luthérianisme.

La Lituanie connaît une histoire à part. Des trois pays baltes, elle est la seule à s'être anciennement constituée en État. Elle échappa à la colonisation teutonique qui atteignait le Nord, mais aussi le Sud-Ouest, où les Vieux-Prussiens, un peuple de langue balte, après des attaques

**Malgré l'importance de l'orthodoxie dans sa principauté, c'est une offre d'alliance avec la Pologne qui amena Jogaila à opter pour le catholicisme.**

massives au XIII<sup>e</sup> siècle, fut totalement assimilé. Les chefferies baltes de Lituanie se regroupèrent au XII<sup>e</sup> siècle au point d'être en mesure de mener des expéditions annuelles de pillage et se dotèrent bientôt d'un roi commun, Mindaugas. Celui-ci se convertit au christianisme en 1251. Déçus des chevaliers teutoniques, ses successeurs retournèrent au paganisme ancestral. La principauté ne se reconvertit que sous le grand-duc Jogaila, en 1386.

Tout en continuant de repousser les attaques des chevaliers teutoniques, le grand-duché de Lituanie prit une rapide expansion vers l'est, englobant la Biélorussie et l'Ukraine. La Russie de Kiev avait été détruite par les Mongols, que les Lituanien défirent à de nombreuses reprises. Malgré l'importance de l'orthodoxie dans sa

principauté, c'est une offre d'alliance avec la Pologne qui amena Jogaila à opter pour le catholicisme. L'union des deux couronnes prit le nom de République des deux nations en 1569, État au caractère libéral avancé pour l'époque, avec une tolérance exceptionnelle pour la diversité religieuse (catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, etc.). Les trois partages de la Pologne entre 1772 et 1795 y mirent un terme avec, déjà, le soutien de bien des esprits éclairés d'Occident, exprimés en faveur des grands projets de la tsarine Catherine II. Le territoire de la Lituanie propre, ainsi que le sud de la Lettonie, fut annexé par Saint-Petersbourg avec le dernier partage.

Cependant, le lituanien n'a jamais été la langue du Grand-duché. La couronne polonaise usait du polonais, celle du Grand-duché employait le ruthène, ancêtre du biélorusse et de l'ukrainien populaires. La noblesse de Lituanie, qu'elle soit ethniquement lituanienne ou « ruthène », adopta bientôt le polonais et le catholicisme.

Deux provinces baltes furent constituées en 1721, l'Estlande (Tallinn) et la Livonie (Riga), puis, avec le partage de la Pologne, une province de Courlande (sud de la Lettonie). Dans ces provinces, l'allemand était la langue officielle. La Lituanie en revanche fut directement insérée dans le territoire russe, au même titre que la Russie blanche (Biélorussie), son identité distincte n'obtenant donc aucune reconnaissance au contraire du royaume polonais dont le tsar devenait le souverain. Partout, le servage, beaucoup

plus fort dans la Russie des tsars qu'en Europe de l'Ouest, où il avait tendance

à s'estomper depuis les derniers siècles du Moyen Âge, fut durement renforcé.

## Le premier éveil national

**Aucune des trois langues baltes** n'a donc bénéficié du statut de langue officielle avant les premières indépendances de 1920. Les évangélisations concurrentes de la réforme et de la contre-réforme suscitérent plusieurs publications dans les trois langues aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Mais c'est surtout à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> siècle qu'un élan romantique, initié par une curiosité issue des Lumières, d'éveil national, entraîna un vaste mouvement de curiosité pour le folklore. Il en découla les premiers efforts pour forger une littérature nationale dans chacune des trois langues baltes qui permit la création d'une véritable langue écrite.

Dans les provinces baltes du Nord qui conservaient une certaine autonomie, le mouvement de l'*Aufklärung* gagna de nombreux adeptes, surtout parmi les élites et les lettrés germaniques. Plusieurs d'entre eux, par curiosité pour leur patrie, s'intéressèrent au letton et à l'estonien. Un nouvel intérêt pour les langues baltes vint de Koenigsberg, où quelques professeurs étaient ethniquement baltes, et de Cracovie, au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, suivant l'attrait des penseurs du préromantisme allemand (Herder, Lessing, Goethe) pour la question des

nationalités<sup>6</sup>. Cet intérêt se propagea parmi les couches lettrées de la Lituanie russe.

Avec les soulèvements polonais de 1824 et surtout de 1831, la noblesse polonaise, ou polonisée en Lituanie, subit une ferme répression. Une politique de russification fut mise en œuvre<sup>7</sup>. Un second soulèvement fut déclenché en 1863 en Pologne et en Lituanie. Il fut plus fort en Lituanie, où il déborda de beaucoup les élites pour atteindre les campagnes, maîtrisées par une révolte armée pendant plusieurs mois, à la défense de la République des deux nations et de la foi catholique.

La répression s'accompagna d'un renforcement de la russification. Une thèse slavophile prétendument

**Aucune des trois langues baltes n'a donc bénéficié du statut de langue officielle avant les premières indépendances de 1920.**

scientifique avancée alors refusait aux Lettons et aux Lithuaniens un caractère distinct, voulant qu'ils fussent, comme les Biélorusses, de véritables Slaves issus du même tronc que les Russes et donc voués à intégrer l'Église orthodoxe. Au sud des provinces baltes, l'enseignement fut russifié, l'Église catholique réprimée et dans

<sup>6</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 98.

<sup>7</sup> Leonas Teiberis, *La Lituanie*, Paris, Karthala, 1995, p. 97.

l'ensemble, beaucoup d'établissements d'enseignement fermés, comme l'avait été l'université de Vilnius en 1824.

Après la répression de 1863, la russification intensive de la Lituanie entraîna l'interdiction non seulement des journaux en langue lituanienne, mais aussi de l'utilisation de l'alphabet latin pour écrire le lituanien, même dans les missels et autres livres religieux. À ce moment, une industrie d'impression de livres et journaux lituaniens, en caractères latins, se développa à Koeningberg et trouva un public avide

Parmi les trois nations baltes, le vif intérêt pour les langues et cultures nationales ne fit qu'augmenter au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

en Lituanie, où la répression ne fit que galvaniser la volonté de résistance. Ces interdictions ne furent levées qu'en 1903<sup>8</sup>.

Parmi les trois nations baltes, le vif intérêt pour les langues et cultures nationales ne fit qu'augmenter au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Parmi les étudiants des universités qui fonctionnaient en allemand (Tartu), en polonais (Vilnius) ou en russe, des étudiants ethniquement baltes commencèrent à exprimer un intérêt pour leur langue maternelle. Certains cherchèrent à créer une littérature nationale pour la faire émerger sur la scène culturelle avancée de l'Europe. Ainsi, le 14 mars, on célèbre le jour de la langue maternelle en Estonie, en souvenir de l'anniversaire du premier poète national, Kristjan

Jaak Peterson (1801-1822), emporté par la tuberculose, dont l'œuvre fut surtout publiée de manière posthume. Les ouvrages de poésie, les recueils de chants folkloriques, de sagas et de contes, les histoires nationales et enfin les romans se multiplieront entre cette date et le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Le mouvement de renouveau culturel, mené en grande partie par les écrivains, les historiens, les ethnologues, et les milieux culturels, fut suffisamment fort pour rencontrer une grande popularité parmi les populations d'origine rurale, de langue maternelle balte, à mesure

qu'elles amorçaient un passage à l'alphabétisation ou un contact avec l'urbanisation et l'industrialisation. Dans tous les cas, plutôt que le russe, l'allemand ou le polonais, elles se montraient intéressées par la scolarisation et les journaux dans la langue nationale. Une véritable aspiration à l'autonomie nationale finit par prendre forme.

Ainsi un journal lituanien comme *Ausra* (Aurore), publié en Prusse, circulait massivement parmi les lettrés lituaniens, laïcs comme ecclésiastiques. Il faisait la promotion de la fierté, de l'amour de la patrie et de la langue, des valeurs des Lumières autant que de l'appréciation des traditions, tout en critiquant les exactions russes et les pressions assimilatrices, pour encourager les Lituaniens à se prendre

<sup>8</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 107.



en main, même si ce quotidien était peu politique<sup>9</sup>. Le nationalisme culturel vigoureux menait inéluctablement à une aspiration à l'autonomie. Or un autre journal lituanien, Varpas, franchement politisé cette fois, fit la promotion d'une stratégie nationale d'émancipation. Les Litoniens ne devaient compter que sur leurs propres moyens et œuvrer à leur développement économique et politique préalable<sup>10</sup>. Ces courants d'idées devinrent très populaires et

leur équivalent se manifesta chez les deux autres nations baltes, mais aussi chez les Finlandais, qui servirent aussi d'inspiration aux Baltes. Sans doute le mouvement lituanien fut-il particulièrement vigoureux grâce au souvenir de l'indépendance perdue. Ce qui était nouveau était de proposer l'indépendance sans union avec la Pologne sur une base culturelle. Ce rôle de leadership va se répéter en 1918 et 1991.

## 2. LES INDÉPENDANCES DE 1918-1920

**L'**indépendance nationale, réclamée et espérée depuis longtemps dans l'ancienne union de Pologne-Lituanie en particulier, pouvait ressembler à un rêve irréalisable, encore plus pour les provinces baltes du nord, faiblement peuplées. Et pourtant lorsque la Finlande accomplit, la première, son indépendance par l'insurrection armée en 1917, le rêve sembla soudain à portée de main.

En réalité, l'empire russe subit une première crise en 1905, suite à sa défaite

Et pourtant lorsque la Finlande accomplit, la première, son indépendance par l'insurrection armée en 1917, le rêve sembla soudain à portée de main.

face au Japon. Un mouvement de grève générale agita le pays et le tsar présenta un programme de réformes libérales.

Dans les provinces baltes du Nord, les mouvements de grève et de protestation, partis des villes, secouèrent les campagnes où un mouvement de grève agraire dégénéra en émeutes entraînant le saccage de dizaines de manoirs des barons allemands<sup>11</sup>.

En Lituanie, ce mouvement prit la forme d'une insurrection pour l'indépendance nationale. Des exilés en Prusse orientale affluèrent pour y contribuer. Ce fut le cas de Jonas Basanavicius, le directeur d'*Ausra*, qui prit même la direction du mouvement. Il organisa la première tenue d'une « Assemblée générale du peuple lituanien » à Vilnius<sup>12</sup>, baptisée *Seimas*, nom qu'adoptera le Parlement lituanien en 1919 puis en 1991 et qui renvoyait à

<sup>9</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 102.

<sup>10</sup> *Idem*.

<sup>11</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 191.

<sup>12</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 107.

l'assemblée des chefs lituaniens du Grand-duché au XV<sup>e</sup> siècle. Avec plus de 2000 délégués, l'Assemblée mit à l'avant-scène des revendications culturelles et nationales. L'Assemblée demanda la constitution d'une Lituanie autonome, délimitée selon les frontières linguistiques, gouvernée par un Seimas élu démocratiquement à l'instar du Grand-duché de Finlande qui jouissait d'un gouvernement autonome et parlementaire depuis 1809 (et démocratisé radicalement en 1906).

On adopta des résolutions culturelles et politiques : en faveur d'écoles lituaniennes avec des professeurs choisis par les parents, pour une stratégie de résistance pacifique et non armée, dont l'implantation débuta aussitôt. Mais l'armée russe reprit le contrôle en 1906 et déporta les principaux leaders en Sibérie. Néanmoins, les réformes de libéralisation de l'Empire adoptées en 1905 permirent une plus grande liberté de presse, scolaire, d'association, et des élections à la Douma. Des partis politiques nationalistes avaient été formés. Des associations civiques se constituèrent pour préparer le peuple à l'indépendance selon les principes avancés par Basanavicius<sup>13</sup>. Tous joueront un rôle de meneur en 1914-1918.

La Première Guerre mondiale ravagea les pays baltes, en particulier la Lituanie, située au cœur du front germano-russe. Chacun des empires réclamait la région, et la germanisation succédait à la russification pour les territoires occupés

par les troupes allemandes. Mais la conflagration entraîna les empires russe puis allemand dans la tourmente, ce qui allait fournir une occasion inespérée à l'indépendance, que les trois nations baltes, pas plus que la Pologne, n'allaient rater. Le chaos s'installa en Russie avec la défaite militaire puis les révolutions de 1917.

Déjà, la mobilisation lituanienne en faveur de l'autodétermination et de la démocratie avait été forte et nette.

Encore une fois la Lituanie, dont la mobilisation sur une base identitaire et culturelle en faveur de l'autodétermination démocratique avait été nette en 1905, joua un rôle de leadership. Les Lituaniens émigrés aux États-Unis formaient une masse non négligeable de 800 000 exilés qui s'organisèrent en congrès à Chicago, réclamant dès 1914 l'indépendance du pays et le refus de son annexion à l'Allemagne, la Russie ou la Pologne, afin de convaincre le président Wilson de compter les Lituaniens parmi les nationalités ayant droit à l'autodétermination<sup>14</sup>.

L'indépendantisme lituanien devait affronter à la fois l'Allemagne, les partisans de la nouvelle Russie de 1917 et bientôt de l'URSS, mais aussi de la polonisation qui recueillait les suffrages d'une majorité du haut clergé catholique et de ses partisans<sup>15</sup>. Un comité d'aide aux victimes de guerre s'organisa à Vilnius, cherchant notamment à freiner

<sup>13</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 108.

<sup>14</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 111.

<sup>15</sup> Leonas Teiberis, *op. cit.*, p. 111.

la germanisation forcée. Son antenne à Petrograd établit des relations avec les organisations des Lituaniens émigrés et obtint le soutien du pape Benoît XV. Avec l'abdication du tsar, en février 1917, son action à Petrograd devint officielle, de même que ses revendications politiques. En septembre, l'Allemagne renversa sa politique et autorisa la formation d'une diète lituanienne à Vilnius, dont la présidence échut encore à Basanavicius. Aussitôt, elle élut un conseil directeur, la Taryba, qui proclama la volonté du peuple lituanien de recouvrer son indépendance<sup>17</sup>.

En 1917, l'agitation politique gagna aussi les nations estonienne et lettone et on agita les espoirs d'une Estonie libre et d'une Lettonie libre. Suivant l'exemple lituanien de 1905, on demandait un découpage selon la langue maternelle qui remettait en cause la division en trois provinces. Cependant, le traité

de Brest-Litovsk, signé en mars 1918, abandonnait ces régions au contrôle allemand, et l'Allemagne entendait y créer une principauté du Reich, le Baltikum, ouvert à la colonisation germanique<sup>18</sup>.

À cette occasion, le Conseil national provisoire letton, formé pour organiser les Lettons face à l'occupant allemand, rejeta les dispositions du traité et, suite à l'armistice signé par les Allemands

Suivant l'exemple lituanien de 1905, on demandait un découpage selon la langue maternelle qui remettait en cause la division en trois provinces.

le 11 novembre, le Conseil, après un rassemblement de tous les partis lettons, choisit de proclamer la création de la République de Lettonie<sup>19</sup>. À la fin de l'année, des bataillons bolcheviques tentèrent de reprendre ces provinces. C'est ce qui permit aux Baltes de recevoir un peu d'aide des alliés occidentaux<sup>20</sup>.

## Une guerre prolongée

**L**es indépendantistes baltes du Nord durent lutter à la fois contre les bolcheviques, qui cherchaient à se rallier les masses rurales par des slogans attirants, tels que « la terre aux paysans », et contre des corps francs allemands qui voulaient rétablir un contrôle teutonique sur le territoire. Les armées baltes réussirent à mettre les bolcheviques en déroute. Cependant, les corps francs allemands, dont certains avaient aidé les Finlandais, entendaient poursuivre

leur lutte au bolchevisme en territoire balte. En Lettonie, le général Von der Golz, débarqué à l'hiver 1919, tenta un coup d'État avec l'appui des barons baltes pour fonder le Baltikum. La flotte britannique offrit un refuge temporaire au gouvernement letton tandis que la contre-offensive se préparait : les Lettons défirent les Allemands le

<sup>18</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 208.

<sup>19</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 209.

<sup>20</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 210-212.

<sup>17</sup> *Idem*.

22 juin<sup>21</sup>, et ces derniers se retirèrent.

Dans les conditions imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, ratifié à Weimar le 23 juin, la menace allemande prenait fin. Or la menace soviétique n'était pas totalement écartée. Les bolcheviques continuèrent à commettre des attentats et tentèrent un

**Précisément, c'étaient avec sept cents ans de développement dans la subordination que les différentes nations baltes, étouffées par les dominations étrangères, espéraient rompre dans un mouvement d'émancipation nationale.**

coup d'État en Estonie en 1924, tandis que des forces soviétiques se massaient à la frontière. Causant quelques morts, dont un ministre, le putsch échoua totalement. Du coup, les Soviétiques, encore relativement faibles, renoncèrent à l'invasion. Les leaders du petit parti bolcheviques estonien furent exécutés pour haute trahison<sup>22</sup>.

La minorité des « barons allemands » accepta mal le nouvel état des choses. Certains intellectuels germano-baltes tentèrent de proposer une solution pour les États baltes qui serait une autre possibilité que l'État-nation : un Baltikum

libre, indépendant, regroupement multinational selon le « modèle » belge d'État centralisé, mais reconnaissant les diverses communautés linguistiques. Évidemment, la proposition n'intéressa pas les petites nations baltes. Chacune aspirait à l'autodétermination sur une base de nationalisme culturel, c'est-à-dire que chacune espérait obtenir un État-nation où sa culture et sa langue auraient enfin une place « normale » de culture nationale. En revanche, le projet de Baltikum même

libre aurait inmanquablement laissé un rôle fédérateur à l'Allemand.

Désespéré de voir l'Estonie adopter le modèle de l'État-nation ce qui « annulait sept cents ans d'histoire », un intellectuel balte de renom comme Hermann Keyserling, comte de Rayküll, s'exila en Allemagne<sup>23</sup>. Sa progéniture s'installa au Canada. Précisément, c'étaient avec sept cents ans de développement dans la subordination que les différentes nations baltes, étouffées par les dominations étrangères, espéraient rompre dans un mouvement d'émancipation nationale.

## L'éclosion culturelle

**E**n Estonie, par exemple, on se réjouit que le pays et sa culture pussent désormais aspirer à développer

une « haute culture » nationale, alors que sur le territoire, les cultures allemande et russe s'étaient jusque-là réservé ce privilège. Certaines voix insistaient de préférence sur l'importance de fortifier

<sup>21</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 214-215.

<sup>22</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, Paris, L'Harmattan/ADÉFO, 2007, p. 264.

<sup>23</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 256.

et diffuser la culture populaire enracinée dans les campagnes<sup>24</sup>. D'un côté, on mit sur pied de grands festivals de chants populaires et de folklore, de l'autre, on créa le premier opéra en langue estonienne : *Les Vikings*, d'Evald Aav, en 1928<sup>25</sup>. Partout, les quotidiens dans la langue nationale se multipliaient, de même que les bibliothèques publiques. Les littératures nationales connurent un essor inégalé<sup>26</sup>.

Pour l'essentiel, le statut de langue nationale officielle permit pour la première fois aux langues baltes de devenir de véritables langues de communication et de travail modernes, aptes à exprimer les nécessités de la vie moderne et d'une pensée complexe, alors qu'elles avaient jusque-là conservé en pratique un statut restrictif de langues paysannes, malgré les efforts des nationalistes, des intellectuels romantiques et des écrivains. On mit sur pied des académies chargées de définir la norme linguistique et de développer les vocabulaires spécialisés<sup>27</sup>.

De fait, les nouveaux États indépendants entreprirent de nationaliser leur pays, c'est-à-dire de donner une place majoritaire à la langue de la majorité. Ainsi, les Églises luthériennes et les facultés de théologie furent dé-

germanisées, remplaçant l'allemand (et même le suédois) en position minoritaire, avec des paroisses et synodes pour les minorités. Les paroisses catholiques lituanienes purent fonctionner en lituanien. Les universités purent fonctionner dans la langue nationale, tout comme bien sûr le système scolaire public. Les minorités historiques furent reconnues et purent administrer leurs propres écoles.

En Estonie, le régime fut particulièrement généreux pour les minorités – reconnu par la S.D.N. comme le plus généreux au monde – en permettant l'organisation de communautés ethniques non territoriales aptes à gérer leurs propres institutions (scolaires, culturelles) et à administrer des taxes à cette fin,

les nouveaux États indépendants entreprirent de nationaliser leur pays, c'est-à-dire de donner une place majoritaire à la langue de la majorité.

ce qui permit en particulier aux Juifs et aux germanophones de le faire, tandis que les Russes et Suédois s'appuyaient sur des municipalités où ils étaient majoritaires<sup>28</sup>. En Lettonie, le gouvernement mit aussitôt en place un programme d'éducation gratuite et obligatoire en langue lettone. Même si le slogan officiel était « la Lettonie aux Lettons », faisant de l'inscription des nationaux à l'école lettone une obligation, l'État accordait le quart des écoles aux minorités reconnues (russe, allemande, polonaise, juive, lituanienne et estonienne)<sup>29</sup>.

<sup>24</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 274.

<sup>25</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 280.

<sup>26</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 245.

<sup>27</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 275-276.

<sup>28</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 255.

<sup>29</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 243.

# La réussite économique

**B**eaucoup d'esprits « alarmistes » avaient présenté les nationalisations linguistiques de l'emploi et l'exode des élites allemandes ou russes comme posant un risque fatal à l'économie, et pourtant il n'en fut rien<sup>30</sup>. Certes, rétablir l'économie après les guerres d'indépendance n'était pas chose facile. Les Soviétiques ou les Allemands avaient souvent saisi du matériel industriel avant de se retirer. L'intégration à la Russie tsariste avait fait du marché russe le principal marché des produits industriels, mais aussi agricoles, baltes. Il fallait non seulement reconstruire, dans un monde largement protectionniste, mais il fallait aussi trouver de nouveaux débouchés.

Une idéologie conservatrice animait l'un des courants nationalistes dominants parmi les États baltes, qui identifiait la nation à la paysannerie, puisque c'était bien sûr les couches paysannes qui avaient maintenu vivantes les langues nationales à travers les siècles. L'autre veine du nationalisme balte, dans le contexte de la révolution bolchevique, développait une approche réformiste sociale-démocrate. Les deux convergèrent pour une redistribution des terres et une élaboration de législations sociales généreuses : en Estonie, la journée de huit heures, les congés payés.

En Estonie et en Lettonie, le gros des terres fut réparti entre petits propriétaires, auparavant ouvriers agricoles<sup>31</sup>. La proportion des propriétaires estoniens tripla, pour devenir majoritaire. Une certaine économie agricole se rétablit, se tournant vers l'Allemagne et les pays anglo-saxons pour l'exportation. L'industrialisation fut ensuite relancée. Malgré l'appauvrissement qui s'était

**Beaucoup d'esprits « alarmistes » avaient présenté les nationalisations linguistiques de l'emploi et l'exode des élites allemandes ou russes comme posant un risque fatal à l'économie, et pourtant il n'en fut rien.**

fait sentir au sortir des guerres d'indépendance, la croissance revint, si bien qu'un petit pays comme l'Estonie pouvait s'enorgueillir en 1939 d'un niveau de vie comparable à celui de la Finlande<sup>32</sup>.

La plus grande ombre au tableau pour les pays baltes était le faible taux de croissance démographique. L'accroissement naturel du XIX<sup>e</sup> siècle ne se rétablit pas, sans doute à la fois à cause des pertes de la guerre et, ironiquement, de la distribution des petites fermes, que les nouveaux propriétaires entendaient ne pas trop morceler parmi leur progéniture. Il faut dire aussi que la Grande Dépression n'épargna pas les trois républiques qui virent les économies de leurs marchés

<sup>30</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 276.

<sup>31</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, p. 222.

<sup>32</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 261.

d'exportation s'effondrer.

Dans ce contexte de crise, les régimes parlementaires de type suisse, avec un exécutif très faible, mis en place après l'indépendance, entrèrent en crise eux-mêmes. Ils étaient incapables de faire face à la situation et furent remplacés

par des régimes plus autoritaires et populistes à partir du milieu des années 1930, basés sur les mouvements des anciens combattants, mais qu'il serait excessif de qualifier de fascistes comme certains analystes, trop influencés par les sources soviétiques, l'ont fait<sup>33</sup>.

### 3. L'OCCUPATION SOVIÉTIQUE, 1940-1991

**L**e pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939 est la date cataclysmique dans l'histoire des pays baltes. Une clause secrète du pacte prévoyait le partage des territoires de la Finlande, des pays baltes et de la Pologne entre les deux puissances totalitaires. Depuis les accords de Munich de 1938, il était patent que les Occidentaux avaient abandonné l'Europe centrale

et orientale. Dès que l'URSS attaqua la Pologne, en septembre, elle imposa des « négociations » aux pays baltes qui commencèrent à recevoir des troupes soviétiques. Leurs gouvernements seront renversés en 1940, ce qui s'accompagna de « révolutions communistes » mises en scène à l'aide de militaires déguisés en civils baltes, et les annexions proclamées en août 1940.

### Les massacres bolcheviques et nazis et les destructions de la guerre

**A**vec à peine moins de brutalité que pour les élites polonaises liquidées en masse par les Soviétiques, comme lors du massacre de Katyn en avril, les élites baltes seront arrêtées. Elles furent parfois fusillées, le plus souvent déportées avec leurs familles en Sibérie où on perdit leur trace. Les dirigeants politiques de tous les partis, les cadres parmi les fonctionnaires, l'armée et la police, les élites universitaires ou parmi les professions libérales, les enseignants, prêtres et évêques, en 1941, personne ne fut épargné. Les programmes scolaires

furent radicalement modifiés, insistant sur l'apprentissage du russe et du marxisme-léninisme, en même temps qu'on procédait aux collectivisations massives des entreprises et des terres.

En 1941, la répression s'aggrava dans tous les pays occupés par Staline : même les communistes nationaux jugés trop peu sûrs étaient liquidés, selon sa méthode habituelle. En effet, des

<sup>33</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 267.

communistes locaux avaient collaboré avec l'occupant. La répression culturelle ne fut pas en reste. Tous les journaux devaient bien sûr être contrôlés, la plupart des monuments construits pour célébrer l'indépendance ou honorer les morts de la guerre d'indépendance, détruits, beaucoup d'institutions culturelles dissoutes.<sup>34</sup>

Les bibliothèques furent épurées, purgées des ouvrages occidentaux, et les ouvrages publiés durant l'indépendance furent interdits. Les récits historiques accusés de nationalisme bourgeois

Pour les Baltes, l'occupation soviétique est synonyme de perte d'indépendance, de liquidation des élites, de conflit prolongé, de déportations massives, d'un régime de terreur en vigueur pendant presque 50 années d'affilée

l'étaient également et devaient être remplacés par des études expliquant l'évolution de l'homme selon la théorie de la lutte des classes. La création littéraire fut étouffée par les contraintes de la censure<sup>35</sup>.

Pour les Baltes, l'occupation soviétique est synonyme de perte d'indépendance, de liquidation des élites, de conflit prolongé, de déportations massives, d'un régime de terreur en vigueur pendant presque 50 années d'affilée, étouffant toute initiative de la pensée, sans parler de l'économie, et d'une politique de russification massive. On n'y oublie pas le goulag, les purges sanglantes, les massacres de millions

de civils dans le bloc communiste et on accepte mal que tant d'intellectuels occidentaux progressistes cherchent continuellement des circonstances atténuantes au communisme, présenté comme intrinsèquement bien intentionné contrairement au nazisme, prétention irrecevable dans ces contrées qui en ont eu l'expérience concrète et dramatique pendant de trop longues décennies.

L'occupation nazie, commencée à l'été 1941, ne fut pas davantage un événement heureux pour les pays baltes. Hitler s'intéressait peu à la région, mais

Rosenberg, originaire de Tallinn, avait un plan de germanisation. Le pillage nazi s'ajouta au pillage soviétique des ressources nationales.

L'occupation, qui ne restituait guère les terres et les entreprises, ne fut pas populaire. Néanmoins, certains citoyens baltes collaborèrent avec les forces allemandes, joignant les S.S. ou participant aux opérations de déportation et parfois de massacre à titre de forces de l'ordre locales et auxiliaires. De même, avant la retraite des troupes soviétiques, des dizaines de milliers de Baltes avaient été conscrits; leur faisant peu confiance, l'URSS les fit souvent servir dans les bataillons de travail au service de l'armée, où la mortalité fut encore plus élevée qu'au front<sup>36</sup>.

L'occupation nazie entraîna l'élimination immédiate et la déportation des juifs et des Tziganes et de plusieurs communistes et prisonniers de guerre.

<sup>34</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 295.

<sup>35</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 329.

<sup>36</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 296.



Les Allemands cherchèrent à conscrire les Baltes avec de mauvais résultats, plusieurs jeunes préférant aller prêter main-forte aux Finlandais. Mais à l'approche de l'armée rouge, en 1944, nombreux furent ceux qui acceptèrent alors de servir dans des unités dont l'uniforme serait allemand, dans l'espoir de repousser l'envahisseur soviétique. L'avancée soviétique y fut retardée.

La première occupation soviétique de 1940-1941 entraîna la mort d'au moins

100 000 Baltes<sup>37</sup>. Le pire était à venir. Des dizaines de milliers de Baltes fuirent l'avancée soviétique, par exemple on estime que 80 000 citoyens d'Estonie quittèrent le pays en catastrophe par bateaux. Un dixième en mourut, les Soviets n'hésitant pas à bombarder les navires chargés de réfugiés civils<sup>38</sup>. Les élites nationales étaient presque éliminées. La perte de population dans les pays baltes était de l'ordre de 20 % entre 1939 et 1945.

## La résistance armée prolongée

**P**ourtant, l'horreur était loin d'être finie. À partir de 1944 et jusqu'en 1953, une résistance héroïque s'organisa dans les pays baltes, sur le modèle prévu par la Finlande pour repousser l'envahisseur par la guérilla en cas de défaite. Des milliers de Baltes avaient déjà organisé des milices de libération en 1941. Les « frères de la forêt », comme on appelait ces résistants cachés dans les bois, croyaient que l'Occident aiderait les peuples qui refusaient le communisme à préserver leur indépendance vis-à-vis de l'URSS. En réalité, ce que les Baltes ignoraient c'est que l'Occident avait accepté, à Yalta, de les abandonner, tandis que l'intelligentsia progressiste de l'Europe de l'Ouest se consacrait surtout à vanter les mérites de Joseph Staline.

L'Union soviétique décréta la déportation des « bandits », koulaks et nationalistes, ce qui touchera environ 350 000 Lituaniens, 210 000 Lettons et

100 000 Estoniens, entre 1944 et 1953<sup>39</sup>. Environ la moitié y périra. D'ailleurs, la population d'origine nationale, dans ces trois pays, n'a pas encore retrouvé ses nombres d'avant 1940. Dans le Goulag, les travaux forcés étaient de mise pour les prisonniers politiques et la main-d'œuvre esclave souffrait d'une mortalité élevée en raison du froid, du manque de vivres et parfois des conditions de travail, comme dans les mines du cercle polaire.

Les autorités présentaient aussi les résistants comme des fascistes. Elles allèrent même jusqu'à présenter l'occupation des pays baltes comme un effort généreux de reconditionnement idéologique de peuples ayant sombré dans le fascisme – dès avant la guerre, selon les Soviétiques, — qui

<sup>37</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 39.

<sup>38</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 303.

<sup>39</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 39.

amalgamaient sans nuances les régimes autoritaires de droite présents dans les pays baltes au cours des années 1930 au fascisme et bien sûr demeuraient aveugles à leur propre caractère liberticide, plus radical que ces régimes baltes.

Les populations rurales, qui sympathisaient avec les résistants, rendaient la répression difficile. On les déporta; en Estonie, en quelques jours de mars 1949, 3 % de la population du pays, essentiellement des paysans avec leurs épouses et leurs enfants, furent déportés en Sibérie sans que rien ne fût prévu pour les accueillir et où, confrontés à la misère noire de l'arctique soviétique, plusieurs moururent de faim<sup>40</sup>. Les survivants obtiendront graduellement le droit de retour après la mort de Staline,

essentiellement dans les années 1960.

En l'absence de soutien extérieur, l'application implacable de cette répression, en éliminant ou retirant du pays les combattants et leurs soutiens, finit par mettre un terme à cette résistance. En apparence, les pays baltes, au début des années 1960, acceptaient le nouveau régime. En réalité, la politique de russification massive inquiétait les populations attachées malgré tout au souvenir de la liberté perdue. Les souvenirs de la résistance, qui avait été si massive, et des disparus, équivalant grosso modo à un dixième des hommes adultes, ne purent être effacés. Les retours ne pouvaient que faire connaître, même timidement, les événements dramatiques d'un passé récent aux plus jeunes.

## La politique de russification par immigration

**D'**un côté, les nationaux baltes étaient déportés ou même liquidés à nouveau à partir de 1944, et en plus grand nombre (9 % des Estoniens entre 1944 et 1949<sup>41</sup>), de l'autre, un flux massif de russophones colonisait le pays. En Estonie, cela représente environ 500 000 habitants, soit le tiers de la population vers 1988. Plusieurs des minorités historiques avaient été soit liquidées, soit expulsées par les puissances

totalitaires : les nazis avaient renvoyé les Suédois d'Estonie en Suède et rapatrié les Allemands de la Baltique. Après

**Les nationaux baltes étaient déportés ou même liquidés à nouveau à partir de 1944.**

sept siècles, la présence allemande disparut. Les Soviétiques nettoyèrent l'enclave de Koenigsberg-Kaliningrad, où la population fut abattue, déportée ou chassée et la russification fut totale<sup>42</sup>.

<sup>40</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 311.

<sup>41</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 309.

<sup>42</sup> Susanne Nies, *Les États baltes, une longue dissidence*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 157-160.

Les pays baltes étaient occupés par un très fort contingent militaire dont Riga, la capitale lettone, était le centre de commandement. Les hommes de l'armée de terre, de la marine, de l'aviation, mais aussi les policiers et les retraités des forces, portaient l'uniforme au quotidien. Au moins les deux tiers d'entre eux étaient étrangers et ne parlaient pas la langue nationale. La majorité des conscrits baltes étaient postés à l'extérieur de leur république.

La Lettonie avait l'air d'être occupée par une armée étrangère qui ne s'intéressait ni au pays ni à sa culture, et entendait seulement profiter de ses privilèges et du climat.

Les retraités militaires bénéficiaient en outre d'avantages en matière de logement et de rations commerciales. Les Soviétiques russophones appréciaient le fait d'être mutés dans les pays baltes aux allures occidentales et au climat moins rigoureux.

Les habitants des pays baltes devaient donc constamment parler russe. Le constat suivant pourrait caractériser chacune des républiques : « La Lettonie avait l'air d'être occupée par une armée étrangère qui ne s'intéressait ni au pays ni à sa culture, et entendait seulement profiter de ses privilèges et du climat<sup>44</sup> ». L'occupation des pays baltes par les militaires et leurs familles, y compris après la retraite, n'était qu'un des volets de la politique de russification soviétique. Une autre vague migratoire, appliquée

avec intensité en Estonie et en Lettonie, accompagnait l'industrialisation et la reconstruction. Les ouvriers migrants recevaient un salaire supérieur aux nationaux et avaient priorité dans l'attribution des nouveaux logements, quand les destructions de la guerre en faisaient un enjeu critique, comme dans toute l'Europe<sup>45</sup>.

Ces nouveaux arrivants russophones demandaient des écoles russes, des médias et services culturels russes, une traduction russe des panneaux et indications, etc. Bref, le russe tendait rapidement à

s'imposer comme la langue dominante, enseignée dès le primaire dans les écoles nationales. La Lituanie et son PC local parvinrent à s'en préserver en bonne partie, grâce à un taux de natalité plus élevé, qui mettait la république en situation d'excès de main d'œuvre, contrairement à ses voisins du Nord. La Lettonie fut celle des trois républiques qui connut le peuplement russophone le plus intense.

Enfin, cela s'accompagnait de pressions diverses en faveur de l'usage du russe dans l'administration et les milieux de travail, en plus des médias et des établissements d'enseignement supérieur. Dans les zones industrielles où une population soviétique variée avait été établie, à majorité russe, biélorusse et ukrainienne, le russe s'imposa d'emblée comme lingua franca. Dans d'autres domaines, le gouvernement central élaborait jusqu'à des directives secrètes d'assimilation linguistique,

<sup>43</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 281.

<sup>44</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 266.

par l'enseignement, notamment<sup>45</sup>. La pression exercée était pourtant évidente et, à partir de 1972, Moscou déclara vouloir forger un nouveau type de communauté, la soviétique, ce qui impliquait une langue commune, celle

de la révolution bolchevique<sup>46</sup>. Les doctorats devaient être produits en russe et les langues nationales baltes étaient de plus en plus exclues des activités officielles et culturelles.

## 4. LA RÉVOLUTION CHANTANTE 1987-1991

---

**C'**est pourtant à ce moment, alors que Moscou semblait vouloir achever ses politiques d'assimilation et de remplacement de populations, que les Baltes qualifient de politiques de génocide, qu'une résistance se fit jour au point d'engendrer un nouveau réveil national. Au lendemain du Printemps de Prague, un souffle de

contestation traversa l'Union soviétique ce qui, dans les pays baltes, accompagna l'expression des aspirations nationales. Comme partout en Union soviétique, la contestation intellectuelle et la littérature multiplièrent les *samizdats*, manuscrits circulant sous le manteau qui valurent des séjours prolongés en Sibérie à de nombreux copistes.

### Premiers souffles de contestation politique nationaliste

---

**L**a Lituanie en produisit particulièrement beaucoup, dont *La chronique de l'Église catholique en Lituanie*, *La Voix de la Lituanie*, mais aussi un samizdat intitulé *L'Aurore* (Ausra), en référence au premier mouvement indépendantiste. Puis, de courageux Estoniens regroupés au sein de deux mouvements clandestins, le Front national et le Mouvement démocratique, adressèrent un mémoire à l'ONU, réclamant la reconnaissance de l'Estonie libre, dès 1970<sup>47</sup>.

En Lituanie, la contestation prit tout de suite une tournure de masse. 17 000 Lituaniens, bien conscients des menaces que cela impliquait, signèrent une pétition adressée à l'ONU pour protester contre la condamnation d'un prêtre à un an de travaux forcés (il avait enseigné le catéchisme à des enfants), en 1971. Puis, un jeune Lituanien s'immolait par le feu pour protester contre l'esclavage de sa nation, en mai

---

<sup>45</sup> Yves Plasseraud, *Les États baltes*, Paris, Montchrestien, 1996, p. 28.

<sup>46</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 326-327.

<sup>47</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 48-49.

1972. Cela déclencha plusieurs heures d'émeutes au cours desquelles les forces policières soviétiques tuèrent quelques civils par balle<sup>48</sup>. Bref, le sentiment national couvait sous la cendre.

La révolte grondait, mais la répression se maintenait. La première faille dans l'appareil de la terreur soviétique fut, pour les Baltes, les accords d'Helsinki en 1975 qui donnèrent aux dissidents un peu d'oxygène. Les signataires s'engageaient à respecter les droits de l'homme et à faciliter le mouvement des personnes<sup>49</sup>. Les Accords reconnaissaient bien sûr le principe du droit des peuples à l'autodétermination. Un groupe lituanien se forma en 1976 pour veiller à l'application des principes des accords d'Helsinki, subissant arrestations et intimidation<sup>50</sup>.

Pour le reste, les premières organisations se structurèrent autour d'activités acceptables par la censure. D'un côté, par souci du territoire, des associations préoccupées d'écologie, manière de s'engager pour la patrie en déjouant les accusations de nationalisme bourgeois,

**La première faille dans l'appareil de la terreur soviétique fut, pour les Baltes, les accords d'Helsinki en 1975.**

qui s'étaient si souvent montrées fatales, littéralement, depuis 1940. De l'autre, des associations folkloriques de danse et de chant se multiplièrent à la fin des années 1970 et au début des années 1980, malgré la méfiance hostile des ministères de la Culture<sup>51</sup>. Or le « folklorisme d'État » soviétique avait permis à ce type d'activité de subsister jusque-là<sup>52</sup>.

## Glasnost et perestroïka

**L**es patriotes baltes profitèrent ensuite de la libéralisation des politiques de glasnost (transparence) et perestroïka (changement économique) sous Mikhaïl Gorbatchev, à partir de 1986, pour s'exprimer. Les activités de chant jouèrent un si grand rôle dans les révolutions baltes qu'on parlera de « révolution chantante », manière d'évoquer également leur caractère pacifique.

La Lituanie et l'Estonie s'agitèrent les premières. En Lituanie, on organisa, en août 1987, une manifestation célébrant le 48e anniversaire du pacte Ribbentrop-Molotov et de ses clauses secrètes, dont l'existence était bien sûr censurée, qui réunit plusieurs milliers de participants. En février 1988, une manifestation encore plus grosse rassembla des dizaines de milliers de Lituaniens pour célébrer le 70e anniversaire de l'indépendance, bravant une interdiction de manifester. Six semaines plus tard, l'Union des

<sup>48</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 50.

<sup>49</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 51.

<sup>50</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 51.

<sup>51</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 288.

<sup>52</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, op. cit., p. 331.

écrivains de Lituanie réclama que le lituanien devienne la langue officielle de la République.

En mai, l'Académie des Sciences réclamait l'autonomie économique de la Lituanie, en application de la perestroïka, en particulier la gestion des ressources naturelles. Enfin, elle réclamait du même souffle que la vérité historique soit rétablie sur le pacte germano-soviétique. Le 23 août 1988, ce furent 250 000 Lituaniens qui se rassemblèrent pour en dénoncer les clauses secrètes<sup>53</sup>. Or l'URSS dévoile les clauses secrètes

**En Estonie, l'organisation de festivals de chant catalysa les premières expressions de masse d'indépendantisme renaissant.**

du traité à l'occasion de cet anniversaire, ce qui, pour les trois Parlements ou Soviets suprêmes des républiques baltes, justifiera leur déclaration des annexions comme illégales, nulles et non valides.

En Estonie, l'organisation de festivals de chant catalysa les premières expressions de masse d'indépendantisme renaissant. Les chants folkloriques estoniens sont très populaires. Des activités traditionnelles pouvaient maintenant être organisées dans des événements à grand déploiement où les chansons folkloriques performées par le grand public seraient accompagnées de spectacles de rock à l'occidentale. Les premiers festivals de la chanson sont tenus dans la capitale, Tallinn, dès 1987. Les festivals se multiplient en 1988 et attirent des foules

immenses. C'est alors que spontanément la foule entonne plusieurs des chants patriotiques estoniens les plus célèbres.

Le plus grand, « chanson d'Estonie », en septembre 1988, rassemble presque le quart des Estoniens, environ 300 000 personnes. Des leaders d'opinion se mêlent alors à l'événement et prennent ouvertement position en faveur du rétablissement de l'indépendance. Le 16 novembre 1988, le Soviet suprême d'Estonie prononce une déclaration de souveraineté qui énonce la suprématie des lois estoniennes sur les lois soviétiques. L'État estonien affirme du même coup sa souveraineté sur les ressources naturelles, les banques, les industries, les transports, etc., au-dedans des frontières nationales<sup>55</sup>.

La mobilisation lettone débuta plus discrètement, avec la performance d'un chant patriotique au festival du chant et de la danse lettone de 1985, chanson que les autorités soviétiques avaient cherché à éliminer du programme en remplaçant le directeur du festival. On demanda aussi de préserver certaines églises à valeur historique. Dès 1987, trois grandes manifestations de commémoration historique furent organisées : le 14 juin, anniversaire des déportations de 1940, le 23 août, anniversaire du pacte terrible et le 18 novembre, anniversaire de l'indépendance, toutes sévèrement réprimées<sup>55</sup>.

<sup>54</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 55.

<sup>55</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 288-289.

<sup>53</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 54.

En 1987, le mouvement se politisait rapidement dans les trois républiques. Dès le mois de septembre 1987, quatre intellectuels estoniens, dont Edgar Savisaar qui deviendra premier ministre en 1990, publièrent un manifeste pour l'Estonie économiquement libre.

Les mouvements contestataires se structurèrent : mouvement estonien des Verts, Parti pour l'indépendance nationale, puis Front populaire dans lequel ils fusionnèrent. Une pareille fusion s'accomplit dans les trois pays sous des appellations qu'on peut traduire

## Déclarations de souveraineté et fronts populaires

**L**es partis communistes eux-mêmes épousèrent le mouvement autonomiste et nationaliste. Le 23 juin 1988, le Soviet suprême estonien rétablissait le drapeau national, interdit depuis 1940. Le Présidium du Soviet suprême de l'URSS dénonça comme inconstitutionnelle sa déclaration de souveraineté du 16 novembre. Cela ne ralentit pas les Estoniens et le 17 décembre, leur parlement ou Soviet suprême, faisait de l'estonien la langue nationale de la République. Les programmes scolaires étaient modifiés et des toponymes soviétiques rebaptisés. Le parti communiste estonien fut pourtant écrasé aux élections du printemps 1989 et remplacé par le Front populaire<sup>56</sup>.

L'évolution était parallèle dans les autres républiques baltes. En juin 1988 était créé, le mouvement Sajudis, dont le but officiel était l'application de la perestroïka. Son congrès de fondation en octobre en fit un véritable mouvement populaire. Le professeur au conservatoire, Vytautas Landsbergis,

élu à sa tête, dirigera ensuite le processus d'accession à l'indépendance<sup>57</sup>. Il commença par réclamer la démocratie et l'autonomie économique de la république. Le Parti communiste lituanien, dans le Parlement ou Soviet suprême de la République, choisit de faire du lituanien la langue obligatoire de l'administration dès novembre 1988<sup>58</sup>.

Le mouvement de protection du territoire propulsa le réveil national letton au rang de mouvement de masse. L'annonce, en 1986, de nouveaux projets soviétiques de barrages sur le fleuve principal de la région, la Daugana (ou Dvina en russe), dans sa partie lettone, et de la construction d'un métro à Riga, suscita de très vives inquiétudes pour la protection du patrimoine culturel de la capitale et du patrimoine naturel de la campagne. Des journalistes lettons osèrent encourager le public à contester ces projets; les manifestations, pétitions et lettres surprirent Moscou qui les

<sup>56</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 56-57.

<sup>57</sup> J.-M. Thiébaud, *Dictionnaire biographique des pays baltes*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 149.

<sup>58</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 59.

abandonna<sup>59</sup>. Un « club de protection de l'environnement » fut formé, ainsi que le groupe de défense des droits de la personne « Helsinki 86 », nommé en référence aux accords d'Helsinki de 1975. Le groupe Helsinki 86 pilota le coup d'éclat du 14 juin 1987 où 5000 militants posèrent des gerbes de fleurs devant le Monument de la Liberté de Riga, érigé en 1935 en l'honneur des combattants morts dans la guerre d'indépendance (1918-1920).

Entre 1944 et 1991, les autorités soviétiques rasèrent plusieurs monuments de ce type, mais pas le plus important de Riga, préservé pour des raisons encore débattues – crainte de provoquer des soulèvements, interventions d'artistes russes en faveur de sa valeur esthétique? Mais elles interdirent d'y déposer des fleurs – l'infraction était passible de déportation en Sibérie. En juin 1988, le congrès de l'Union des écrivains lettons permit d'exprimer la contestation. On y aborda ouvertement le pacte Ribbentrop-Molotov et, en abordant la souveraineté économique du pays, aussi bien que les réformes démocratiques, on réclama une halte à l'immigration massive qui menaçait l'identité nationale d'assimilation.

En février 1988, en Lettonie, étaient formés le mouvement pour l'indépendance nationale et le Club pour la protection de l'environnement,

qui fusionnèrent avec Helsinki 86 et d'autres mouvements dans un congrès de fondation du Front populaire letton tenu en octobre qui rassembla 1000 délégués élus par 110 000 membres. Le journaliste Dainis Ivans, qui avait mené la contestation victorieuse du barrage, fut élu président. Il commença par réclamer l'autonomie économique et la fin des privilèges des apparatchiks du parti<sup>60</sup>.

Mais les Estoniens et les Lituaniens allaient déjà plus loin. Le Soviet suprême d'Estonie adopta le premier une déclaration de souveraineté, en

Un « club de protection de l'environnement » fut formé, ainsi que le groupe de défense des droits de la personne « Helsinki 86 ».

novembre 1988, on l'a mentionné. Il fut suivi de la Lituanie le 18 mai 1989. Celui de Lettonie emboîta le pas le 28 juillet 1989. Partout, on avait rétabli les drapeaux et les hymnes de 1920. Gorbatchev déclarait sans ambages que le nationalisme ne devait pas participer aux réformes et s'y opposait avec virulence. Mais en même temps, la répression soviétique s'exerça avec plus de modération que par le passé, parce que Gorbatchev recherchait la coopération de l'Occident dans la course aux armements et en matière économique. L'Occident pouvait faire de la tolérance des manifestations baltes un test de la sincérité des réformes de Gorbatchev.

<sup>59</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 288.

<sup>60</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 289-290.



Moscou espérait réformer l'État en faisant du poste de Gorbatchev une présidence élue au suffrage direct et en définissant un processus de sécession légal, dont le but était bien sûr de rendre cette dernière extrêmement compliquée, voire impossible, en reconnaissant le principe. Les leaders indépendantistes baltes insisteront sur l'illégalité de leur annexion pour dénier toute valeur à un tel processus, et la mobilisation ne

ralentit pas. Les partis communistes baltes déclarèrent l'un après l'autre leur indépendance du Parti communiste de l'Union soviétique<sup>61</sup>. Dans les trois républiques baltes, des Fronts populaires se constituèrent sur le modèle de Sajudis et réclamèrent l'indépendance nationale. Moscou, tout en dénonçant la « dérive » et le « nationalisme étroit », accepta le principe d'autonomie économique.

## La voie balte et les déclarations d'indépendance

**U**n congrès rassembla les dirigeants des trois fronts populaires, mais aussi d'autres mouvements semblables du bloc soviétique à Tallinn en mai 1989. Le droit des Baltes à la souveraineté fut réitéré. Une manifestation historique extraordinaire fut ensuite organisée pour le signifier au monde entier et mettre en marche le processus. Le 23 août 1989, pour souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire du pacte germano-soviétique qui les avait rayés de la carte, les Baltes organisèrent la « voie balte ». Une gigantesque chaîne humaine relia les trois capitales, depuis Tallinn au nord, sur le golfe de Finlande, jusqu'à Vilnius au sud et à l'intérieur des terres, en passant par Riga, une distance de 600 km. Plus d'un million et demi de Baltes se mobilisèrent.

Ce n'est qu'après le remplacement de ces partis communistes par les Fronts populaires au cours des élections de 1990, les premières élections libres en

URSS, que l'indépendance fut déclarée. En Lituanie, Sajudis remporta une victoire écrasante au printemps 1989 pour les députés du Congrès du peuple puis, un an plus tard, les premières élections libres au Soviet suprême<sup>62</sup>. En août 1989, la commission parlementaire chargée d'examiner les clauses du traité germano-soviétique les déclarait illégales, et à leur suite tous les textes sur le rattachement de la Lituanie à l'URSS<sup>63</sup>. Une fois le nouveau Soviet suprême élu, en mars 1990, les

**Le 23 août 1989, pour souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire du pacte germano-soviétique qui les avait rayés de la carte, les Baltes organisèrent la « voie balte ».**

parlementaires élurent Landsbergis à sa tête et déclarèrent l'indépendance de la « République de Lituanie » tout en adoptant une proposition d'ouvrir les

<sup>61</sup> Suzanne Champonnois et François de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 291.

<sup>62</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, op. cit., 1991, p. 59.

<sup>63</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 59-60.

négociations avec Moscou pour régler les différends<sup>64</sup>.

Le Front populaire estonien remporta également les élections au Soviet suprême en mars 1990 pour déclarer l'ouverture d'un processus de transition vers l'indépendance le 30 mars. En Lettonie, le Front populaire remporta les élections du 18 mars non sans surprise, étant donné l'importance des russophones. Le Soviet suprême adopta une loi « sur

**Le Front populaire estonien remporta également les élections au Soviet suprême en mars 1990 pour déclarer l'ouverture d'un processus de transition vers l'indépendance le 30 mars.**

la restauration de l'indépendance » le 8 mai, en même temps qu'une constitution démocratique, dans un vote auquel les députés communistes refusèrent de participer<sup>65</sup>.

On réclamait la restauration de l'État letton de 1920 et de sa constitution de 1922. Dans l'ensemble, la souveraineté et l'indépendance recueillaient des appuis presque unanimes parmi les nationaux et, plus étonnamment, parmi une forte minorité de migrants soviétiques. On estime que peut-être 45 % des non-Lettonnes – et 92 % des Lettonnes! – votèrent

pour les candidats indépendantistes lors des premières élections de l'histoire au Soviet suprême, le 19 mars 1990<sup>66</sup>.

Auparavant, les Soviets suprêmes entendaient appliquer leur souveraineté et en vinrent à rejeter, à l'automne 1989, le service militaire soviétique, généralement extérieur et qui donnait lieu à toutes sortes de sévices, à commencer par les initiations. Les forces soviétiques étaient des forces d'occupation. On promulgua également des lois sur la citoyenneté qui restreignaient le droit de vote aux descendants des nationaux d'avant l'annexion ainsi qu'aux « immigrants » capables

de démontrer un minimum d'années de résidence (cinq ans en Estonie<sup>67</sup>), mais aussi, un minimum de connaissance de la langue nationale.

Le sentiment national des nations baltes, leur rêve d'indépendance, n'avait pas été brisé par les décennies de terreur totalitaire. Chacune de ces nations était animée du souvenir de l'indépendance et des répressions terribles, mais aussi de l'aspiration à la normalité culturelle et à l'épanouissement de la culture nationale qui avait nourri les premières indépendances.

## La répression soviétique

**L**e 12 mai 1990, les trois chefs de gouvernement baltes,

V. Landsbergis de Lituanie, Arnold Rützel d'Estonie et Anatoli Gorbounov de Lettonie, se rencontrèrent pour sceller une entente de coopération.

<sup>64</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, op. cit., 1991, p. 64.

<sup>65</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, op. cit., 1991, p. 71-72.

<sup>66</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 295-296.

<sup>67</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 60.

Or, le gouvernement de Gorbatchev contestait la démarche des pays baltes vers l'indépendance. Sa visite en Lituanie en janvier 1990, au cours de laquelle il s'exprima avec dédain contre le « provincialisme », annonçait le retour de la ligne dure. Devant un manifestant arborant une pancarte réclamant l'indépendance totale, il affirma : « Si les Lituanais ont des attitudes et des slogans comme ceux-ci, ils peuvent s'attendre à des moments difficiles<sup>68</sup> ».

En mars, Moscou plaçait la Lituanie sous embargo économique, en stoppant les livraisons d'énergie, tandis que l'Armée rouge lançait la chasse aux déserteurs. Après un appel à l'aide occidentale pour l'approvisionnement énergétique resté sans réponse, le Parlement lituanien fut obligé d'annoncer un moratoire de cent jours du processus d'accession à l'indépendance, en juin 1990<sup>69</sup>. À la fin de l'automne cependant, Moscou décida d'un putsch pour reprendre en main les pays baltes. Gorbatchev était acculé à une perte de pouvoir face à Boris Elstine, dirigeant de la République russe, et aux éléments autoritaires du pouvoir soviétique qui voulaient stopper les réformes<sup>70</sup>.

En janvier 1991, les forces spéciales du Ministère de l'Intérieur soviétique, menées par le parti communiste local,

tentèrent de restaurer le pouvoir soviétique par la force à Vilnius, mais aussi à Riga, en commençant par les bâtiments appartenant au parti communiste. Le 2 janvier, les unités OMON, forces du Ministère de l'Intérieur (autrement dit du KGB et l'équivalent du SWAT) occupèrent l'imprimerie d'État de Riga, qui contrôlait l'impression des journaux et documents du pays.

Le 7 janvier, Mikhaïl Gorbatchev ordonnait l'intervention des forces armées dans les républiques baltes et le ministre de la Défense annonçait l'envoi de parachutistes, officiellement pour capturer les déserteurs. Des manifestations des partis communistes, mais aussi des nouveaux partis de l'Unité, essentiellement russophones

**En mars, Moscou plaçait la Lituanie sous embargo économique, en stoppant les livraisons d'énergie, tandis que l'Armée rouge lançait la chasse aux déserteurs.**

tous deux, furent organisées dans les deux capitales, réclamant les démissions des gouvernements nationalistes, et tentant de pénétrer dans les Parlements<sup>71</sup>.

Les regroupements communistes attirèrent des foules importantes de plusieurs dizaines de milliers de russophones dans les deux capitales, mais bien inférieures à celles qui se mobilisèrent à la défense des gouvernements indépendantistes. En outre, des militaires en civil en faisaient

<sup>68</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 63.

<sup>69</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie, op. cit.*, p. 295.

<sup>70</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 76.

<sup>71</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 77-78.

partie. Les forces de l'ordre protégèrent le Parlement lituanien lors du premier assaut, le 8 janvier, avec des lances à eau. Le président Landsbergis lança un appel au peuple à la radio et le public afflua en masse pour protéger le Parlement, à temps pour le deuxième assaut le lendemain. Le 10 janvier, Gorbatchev exigeait le rétablissement de la constitution soviétique en Lituanie<sup>72</sup>.

Les Occidentaux demeuraient dans l'expectative, car le maintien de Gorbatchev au pouvoir semblait toujours plus intéressant que son probable remplacement par des faucons. Encore une fois, les Lituanien furent laissés à eux-mêmes. Les parlementaires lituanien campaient dans le Parlement et les faibles unités de milice (police) et de défense nationale, en tout 900 hommes, le défendaient aux côtés de la foule déterminée.

Les chars d'assaut soviétiques attaquèrent la tour de la télévision lituanienne, défendue par des civils sans armes, le 12 janvier. Ils s'en emparèrent après avoir fait quatorze morts parmi

C'est essentiellement la mobilisation massive des citoyens baltes qui fit avorter les coups d'État.

les défenseurs, environ la moitié par balles et l'autre écrasée par les tanks. Un communiqué lu à la télévision

soviétique, par un « Comité de salut national » qui annonçait sa prise de pouvoir en Lituanie, expliquait que les nationalistes et Landsbergis avaient « ces victimes sur la conscience ». La

Le 10 janvier, Gorbatchev exigeait le rétablissement de la constitution soviétique en Lituanie<sup>72</sup>.

radio de Vilnius, tombée aussi sous contrôle soviétique, émettait le discours du chef du parti communiste lituanien, qui dénonçait « l'assassin Landsbergis qui veut donner la Lituanie à l'Europe capitaliste » et a « lancé des pogroms contre les communistes »<sup>73</sup>.

Le reformatage de la réalité typique de l'Union soviétique était en marche en synchronie avec le coup de force, selon un *modus operandi* cent fois appliqué. Mais cette fois, ils échouèrent. C'est essentiellement la mobilisation massive des citoyens baltes qui fit avorter les coups d'État. La radio et la télévision lituanienne libres se réorganisèrent dans la ville de Kaunas, qui n'était pas occupée, et on parvint à ériger une antenne sur le toit du Parlement. La population lituanienne renforçait les barricades autour du Parlement. Devant quoi, Moscou abandonna-t-il la tentative, qu'il espérait sans doute voir fonctionner plus rondement et que l'ampleur de la résistance déjoua<sup>74</sup>.

<sup>72</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 79.

<sup>73</sup> Citations dans Pascal Lorot, *Le réveil balte*, Paris, Hachette « Pluriel », 1991, p. 80-81.

<sup>74</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, op. cit., p. 81.

# Les événements de janvier en Lettonie

**L**a population lettone organisa une résistance pacifique bloquant l'accès aux édifices stratégiques de Riga, siège du gouvernement ou des télécommunications, ce qu'on appelle les « journées des barricades ». Riga conservait le centre de téléphonie internationale qui permettait de connecter les trois républiques baltes au monde extérieur, ce qui devint névralgique lors de ces événements. Le 14 janvier, des unités soviétiques attaquèrent les premières barricades. Seule la police lettone pouvait réellement riposter par les armes. Un rassemblement communiste « de tous les Lettons » fut organisé proclamant son intention de reprendre le gouvernement, dénonçant « le retour du fascisme en Lettonie ».

Pendant que les députés restaient nuit et jour dans l'enceinte du Conseil ou Soviet suprême, au moins 700 000 personnes se mobilisèrent, avec de nombreux blessés et quelques morts. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, un « Comité de salut national lettone », autre créature du Parti communiste, proclama sa prise de pouvoir, la restauration du régime soviétique et le désarmement de la police lettone. S'ensuivit une attaque sanglante du Ministère de l'Intérieur lettone, entraînant quatre morts lettons, à quoi les parlementaires lettons répondirent par le décret de création d'une « force d'auto-défense » nationale<sup>75</sup>.

Le 20 janvier, l'enterrement de la

première victime civile, qui suscita une manifestation de masse, fut l'occasion pour les forces policières d'attaquer les protestataires, provoquant de nouveaux décès. Au même moment, en Russie, à Moscou, une manifestation de 100 000 personnes proclamait sa solidarité avec les États baltes et demandait la cessation des opérations de répression soviétique. Boris Eltsine menait la contestation du gouvernement soviétique.

De partout au pays affluèrent les véhicules industriels et autres tracteurs suivant les appels du Front populaire et du gouvernement. Les barricades étaient organisées par région. L'État choisit de payer les travailleurs – à l'époque toute l'économie était encore étatique – qui avaient participé aux barricades. L'école étant suspendue, les écoles furent réquisitionnées pour loger une partie des Lettons de l'extérieur de la capitale. Des fermiers alimentaient les barricades en bois de chauffage, d'autres en nourriture et boisson, le tout sous coordination gouvernementale. Des volontaires apportaient des vêtements tricotés ou des rafraîchissements pour soutenir leurs compatriotes. Des postes de premiers soins étaient organisés et les hôpitaux mobilisés. Les civils venaient même en famille, une fois le mouvement bien entamé, pour démontrer son caractère pacifique. Si les forces soviétiques distribuaient des tracts pour avertir la population, le Soviet suprême de Russie demandait au gouvernement soviétique de retirer ses troupes des États baltes.

<sup>75</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, op. cit., p. 85.

Après quinze jours de résistance, le coup échoua et les forces soviétiques se retirèrent de Riga, le 27 janvier. L'Estonie échappa largement aux violences. Des agitations communistes avaient bien eu lieu, mais, en janvier 1991, les autorités nationales conservaient de meilleures relations avec les autorités militaires locales. Aussi le

chef de l'aéroport de Tartu, le général tchétchène Djokhar Doudaïev, décida-t-

Après quinze jours de résistance, le coup échoua et les forces soviétiques se retirèrent de Riga, le 27 janvier.

il d'en refuser l'accès aux unités OMON en provenance de Russie qui voulaient se poser<sup>76</sup>.

## Les référendums

**D**ans l'ensemble, la mobilisation nationale pacifique des Baltes avait déjoué les stratégies de répression. L'opposition d'Eltsine et d'une partie de l'opinion russe à la répression joua en leur faveur. Néanmoins, défaire la résistance populaire aurait impliqué un bain de sang que l'URSS acculée à l'ouverture, comme l'avait compris Gorbatchev, ne pouvait plus se permettre.

Moscou annonça bientôt une autre stratégie : la tenue d'un référendum sur l'avenir de l'Union le 17 mars. Les républiques baltes dénoncèrent cette volonté de noyer la voix de leurs nations dans la fédération. Elles décidèrent alors de tenir leurs propres référendums pour démontrer qu'elles ne craignaient pas pour autant leurs opinions publiques. Ces consultations, tenues avec une certaine présence d'observateurs internationaux, recueillirent une très forte participation, autour de 85 % des votants. La Lituanie vota le 9 février, et le OUI obtint 90,4 % des voix. La Lettonie et l'Estonie votèrent le 3 mars,

le OUI obtenant 73,7 % des voix en Lettonie<sup>77</sup>. En Estonie, le OUI obtint 78 %<sup>78</sup>. Dans ces deux pays, le résultat fut aidé sans doute par les quelques restrictions sur le nombre d'immigrants soviétiques pouvant voter. Néanmoins, un tiers sans doute des russophones aura voté oui, avec la volonté d'en finir avec le communisme et l'URSS, que les violences de janvier ne pouvaient rendre plus populaire.

La Lituanie subit de nouvelles interventions commando de l'armée soviétique en avril 1991, voulant s'emparer de deux banques et de matériel. Le mois suivant, des postes douaniers lettons et lituaniens, une nouveauté, furent attaqués par les forces spéciales OMON du Ministère de l'Intérieur soviétique<sup>79</sup>. La menace n'était pas tombée et Gorbatchev, tout en niant sa responsabilité dans les

<sup>76</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie*, op. cit., p. 348.

<sup>77</sup> Chiffres des deux scrutins tirés de S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie*, op. cit., p. 348

<sup>78</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de l'Estonie*, op. cit., p. 348.

<sup>79</sup> Pascal Lorot, *Le réveil balte*, op. cit., p. 89.

violences, ne les désavouait pas. Or le coup d'état soviétique avorté, le 19 août 1991, qui permit la prise du pouvoir par Boris Eltsine, permit également aux pays baltes de compléter leur indépendance. L'Estonie le fit le 20 août 1991 après des tensions autour des barricades qu'on avait érigées là aussi en protection du Parlement, que l'annonce de l'échec à Moscou dénoua. Cependant, une nouvelle tentative de coup fut lancée à Riga le même jour, encore initié par les forces OMON, mais cette fois appuyée par le commandement militaire soviétique de la région balte, sis à Riga, et son général Kuzmine, qui déclarait prendre sous son contrôle les trois républiques. Il s'empara du bâtiment du conseil des ministres et de la radio de Riga<sup>80</sup>.

Le coup échoua non sans avoir fait 3 morts. L'échec du coup à Moscou et la prise du pouvoir par Eltsine amenèrent même Kuzmine à présenter ses excuses. Le 20 août 1991, le Soviet suprême de Lettonie déclara que le processus de transition vers l'indépendance entamé le 4 mai 1990 était complété,

proclamant la totale indépendance. En Lituanie, la tentative de coup se répercuta également avec la reprise de bureaux de télécommunications et gouvernementaux, tous abandonnés à la nouvelle de l'échec à Moscou. L'indépendance de la Lituanie fut reconnue par la Russie et de plus en plus à l'étranger.

L'URSS elle-même, qui existait encore, mais était maintenant dirigée par

Or le coup d'état soviétique avorté, le 19 août 1991, qui permit la prise du pouvoir par Boris Eltsine, permit également aux pays baltes de compléter leur indépendance.

Eltsine, reconnut ces indépendances le 6 septembre et les pays baltes intégraient les Nations Unies le même mois. Il fallut quelques années de négociations avant que les forces armées russes ne quittent les petites républiques baltes : la Lituanie en 1993 et l'Estonie en 1994. Dix ans plus tard, en 2004, elles intégraient l'Union européenne, ce qui était perçu comme une garantie de sécurité et la consécration de leur retour à leur appartenance occidentale.

<sup>80</sup> S. Champonnois et F. de Labriolle, *La Lettonie, op. cit.*, p. 304.

# CONCLUSION: LIBERTÉ ET IDENTITÉ

On l'a vu, la réussite relative des États baltes depuis leur indépendance et leur intégration de l'Europe illustre le succès de leurs indépendances. Les principales critiques que l'on a adressées à leurs nouveaux États concernent essentiellement la place accordée aux résidents russophones, qui n'ont pas partout obtenu la citoyenneté, même après la réalisation de l'indépendance. En effet, les restrictions mises en place avant les votes sur l'indépendance

**Attribuer la citoyenneté sans critère de langue comme en Lituanie, ou encore reconnaître le bilinguisme avec le russe, poseraient un risque trop grand pour les langues nationales estonienne et lettone.**

pour limiter le poids des immigrants russophones récents implantés par Moscou demeurèrent en place en Lettonie et en Estonie.

La Lituanie a adopté « l'option zéro » pour sa citoyenneté avec l'indépendance, les minorités russe et polonaise ne présentant pas une menace. La réalité est différente en Lettonie et en Estonie, où on a maintenu les exigences d'années de résidence et de connaissance linguistique. Une partie seulement des russophones de ces républiques a opté pour le passeport russe. On a alors créé un passeport de résident permanent non citoyen qui concerne pratiquement la moitié de ces populations, le « passeport gris ». Une portion non négligeable,

satisfaisant les critères des examens linguistiques, peut être titulaire du passeport estonien ou letton. Pour les autres, le « passeport gris » a offert tout de même des avantages pour faciliter la circulation avec la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, avec des visas moins chers.

Qu'est-ce qui explique cette politique restrictive? La forte présence de russophones est le legs d'une politique d'assimilation soviétique et sa prise en compte pose un problème délicat. Les nations nouvellement indépendantes ne peuvent se permettre de naïveté à cet égard. Leurs indépendances, pour tenir leur promesse de renouveau de la culture nationale, exigent une certaine prudence. Un risque géopolitique réel devait être pris en compte au lendemain de l'éclatement de l'URSS, tandis qu'un risque culturel demeure une réalité à long terme. Attribuer la citoyenneté sans critère de langue comme en Lituanie, ou encore reconnaître le bilinguisme avec le russe, poseraient un risque trop grand pour les langues nationales estonienne et lettone.

En pratique, le bilinguisme officiel enlèverait toute motivation aux russophones pour apprendre la langue nationale – un peu comme le néerlandais, une langue parlée par 10 ou 20 fois plus de gens que le letton et l'estonien, demeure sempiternellement



ignoré des Belges francophones. Si les vieilles générations sont réfractaires à son apprentissage autant qu'au retour en Russie, alors ces lois restrictives permettent d'espérer un autre comportement des jeunes générations, attirées par le caractère plus occidental des pays baltes. C'est d'ailleurs ce qui est en train de se produire, ce qui promet pour l'avenir.

Les trois pays baltes offrent un modèle d'accession à l'indépendance dans des conditions difficiles particulièrement remarquable. Ces trois très petites nations, surtout en comparaison de l'URSS, puis de la Russie, sont parvenues à obtenir leur indépendance au terme d'une mobilisation populaire, démocratique et pacifique, qui a su affronter la répression soviétique sans fléchir.

On notera que, dans les stratégies d'accession à l'indépendance baltes, les référendums occupent un rôle assez mineur, mais ce rôle devait cautionner la démarche démocratique déjà enclenchée. Pour l'essentiel, ce sont les élections qui portèrent au pouvoir de nouvelles majorités parlementaires qui, en s'appuyant sur un mouvement populaire très vigoureux, enclenchèrent le processus. Ce sont d'abord les déclarations d'indépendance adoptées par ces Parlements qui ont démarré la réalisation de l'indépendance, que les consultations référendaires ne vinrent que ratifier. Les référendums ne furent pas un préalable, mais plutôt les élections.

Cette réalisation improbable a été possible grâce à l'appui populaire massif recueilli par l'indépendance auprès de la majorité nationale de chaque république balte avant tout. Cet appui lui-même repose sur une longue histoire de nationalisme culturel et d'aspiration à l'indépendance. C'est l'aspiration à l'État-nation, exprimé depuis la fin du XIXe siècle, qui est le socle sur lequel ces indépendances purent être bâties, envers et contre les géants allemand et russe, et ce non pas à une, mais à deux reprises. Si bien que dès que les conditions géopolitiques offrirent un début de perspective d'indépendance,

C'est l'aspiration à l'État-nation, exprimé depuis la fin du XIXe siècle, qui est le socle sur lequel ces indépendances purent être bâties.

les nations baltes ne passèrent pas à côté de l'occasion, au contraire, elles en forcèrent la réalisation par leur détermination et leur dévouement.

Les Baltes ont d'ailleurs démontré durant la Première Guerre mondiale et lors de la Seconde, et dans la guérilla qui s'y poursuivit jusqu'en 1953, la profondeur de leur aspiration à la liberté. Or, devant la brutalité de la répression totalitaire du communisme soviétique pendant cinquante ans, ils ont montré une résilience hors du commun, qui s'explique par cet attachement à la fois à l'aspiration nationale et au caractère occidental de leur nationalité. Ce sentiment d'attachement à la langue au cœur de la culture nationale ne manque pas d'intérêt pour l'observateur québécois.

# BIBLIOGRAPHIE

---

BAYOU, Céline et Matthieu CHILLAUD (dir.) : *Les États baltes en transition. Le retour à l'Europe*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 264 p.

CHAMPONNOIS, Suzanne et François de LABRIOLLE : *La Lettonie*, Paris, Karthala, 1999, 346 p.

— *La Lituanie. Un millénaire d'histoire*, Paris, L'Harmattan, 2007, 251 p.

LOROT, Pascal : *Les pays baltes. Estonie, Lettonie, Lituanie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je? », 1991, 125 p.

— *Le réveil balte*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1991, 175 p.

MAURAS, Jacques (dir.) : *Les politiques linguistiques des pays baltes*, Montréal, Office de la langue française, Publications du Québec, 1998, 230 p.

MINAUDIER, Jean-Pierre : *Histoire de l'Estonie et de la nation estonienne*, Paris, L'Harmattan/ADÉFO, 2007, 402 p.

NIES, Susanne : *Les États baltes, une longue dissidence*, Paris, Armand Colin, 2004, 207 p.

PLASSERAUD, Yves : *Les États baltes*, Paris, Montchrestien, 2e édition, 1996, 158 p.

TAAGEPERA, Rein : *Estonia : Return to Independence*, Boulder (Col.), Westview Press, 1993, 268 p.

TEIBERIS, Leonas : *La Lituanie*, traduit du russe et adapté par F. de Labriolle, Paris, Karthala, 1995, 172 p.

THIÉBAUD, Jean-Marie : *Dictionnaire biographique des pays baltes. Le personnel politique, diplomatique et militaire de 1918 à 2007*, Paris, L'Harmattan, 2007, 279 p.

# SITES INTERNET

---

Statistiques d'Estonie : <http://www.stat.ee/>

Portail de l'office des statistiques lituanien : <http://www.osp.stat.gov.lt>

Bureau central des statistiques letton : <http://www.csb.gov.lv/>

Site de langue française Lettonie-francija « La Voie balte – Mémoire du monde » : <http://www.lettonie-francija.fr/Lettonie-Voie-Balte-histoire-patrimoine-memoire-unesco-125>

Site Unesco.org, registre de la Mémoire du monde : « La Voie balte – Chaîne humaine reliant trois États dans leur marche pour la liberté ».  
<http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/memory-of-the-world/register/full-list-of-registered-heritage/registered-heritage-page-8/the-baltic-way-human-chain-linking-three-states-in-their-drive-for-freedom/>

# La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

## Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum  
Montréal (Québec) H2K 3P1  
Téléphone : 514 527-6223

[www.irq.qc.ca](http://www.irq.qc.ca)